



FONDS COMPLÉMENTAIRE
INTERNATIONAL D'INDEMNISATION
POUR LES DOMMAGES
DUS À LA POLLUTION
PAR LES HYDROCARBURES

ASSEMBLÉE
1ère session
Point 4 de l'ordre du jour

SUPPFUND/A.1/4
20 janvier 2005
Original: ANGLAIS

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES DEVANT ETRE INVITÉES EN QUALITÉ D'OBSERVATEURS

**Note de l'Administrateur des Fonds internationaux d'indemnisation de 1971 et de 1992
pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures**

Résumé:	Des propositions sont formulées quant aux organisations intergouvernementales et aux organisations internationales non gouvernementales qu'il y a lieu d'inviter en qualité d'observateurs aux réunions de l'Assemblée du Fonds complémentaire et de ses organes subsidiaires.
Mesures à prendre:	Décider des critères d'octroi du statut d'observateur à ces organisations.

1 La question

- 1.1 L'article 16.2 du Protocole portant création du Fonds complémentaire prévoit qu'entre autres, les articles 17 à 20 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, qui traitent de l'organisation du Fonds et de son administration s'appliquent à l'Assemblée, au Secrétariat et à l'Administrateur du Fonds complémentaire.
- 1.2 En vertu de l'article 16.2 du Protocole portant création du Fonds complémentaire et de l'article 18.10 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, l'Assemblée du Fonds complémentaire décide des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qu'il y a lieu d'autoriser à participer, sans droit de vote, aux réunions de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires.
- 1.3 Les critères utilisés pour inviter des organisations à participer, sans droit de vote, aux sessions de l'Assemblée du Fonds de 1992 sont fixés à l'article 5 du Règlement intérieur de cette Assemblée, qui dispose ce qui suit:

“l'Administrateur invite à se faire représenter par des observateurs à toutes les sessions de l'Assemblée:

- a) le Fonds de 1971;
- b) l'Organisation des Nations Unies;
- c) l'Organisation maritime internationale;

- d) toute autre institution spécialisée des Nations Unies avec laquelle le Fonds de 1992 a des intérêts communs;
 - e) toute autre organisation intergouvernementale et toute organisation internationale non gouvernementale que l'Assemblée a décidé d'autoriser à participer à ses réunions, conformément à l'article 18.10 de la Convention de 1992 portant création du Fonds.”
- 1.4 En mai 2004, au cours de son examen des préparatifs liés à l'entrée en vigueur du Protocole portant création du Fonds complémentaire, l'Assemblée du Fonds de 1992 a fait sienne la proposition de l'Administrateur selon laquelle l'article correspondant du Règlement intérieur de l'Assemblée du Fonds complémentaire devrait, *mutatis mutandis*, être identique à l'article 5 du Règlement intérieur de l'Assemblée du Fonds de 1992 (document 92FUND/A/ES.8/4, paragraphe 3.2.3).
- 1.5 Le projet de Règlement intérieur de l'Assemblée du Fonds complémentaire ci-après a été proposé aux fins de l'octroi du statut d'observateur aux organisations intergouvernementales et aux organisations internationales non gouvernementales (point 5 de l'ordre du jour, document SUPPFUND/A.1/5):
- “l'Administrateur invite à se faire représenter par des observateurs à toutes les sessions de l'Assemblée:
- a) le Fonds de 1992;
 - b) l'Organisation des Nations Unies;
 - c) l'Organisation maritime internationale;
 - d) toute autre institution spécialisée des Nations Unies avec laquelle le Fonds de 1992 a des intérêts communs;
 - e) toute autre organisation intergouvernementale et toute organisation internationale non gouvernementale que l'Assemblée a décidé d'autoriser à participer à ses réunions, conformément à l'article 16.2 du Protocole portant création du Fonds complémentaire et à l'article 18.10 de la Convention de 1992 portant création du Fonds.”
- 1.6 Au titre du point a) proposé, le Fonds de 1992 se verrait accorder le statut d'observateur auprès du Fonds complémentaire, de sorte qu'il pourrait assister aux sessions de son Assemblée.
- 1.7 Les dispositions proposées au titre des points b) à e) de ce projet de Règlement sont identiques, *mutatis mutandis*, à celles qui s'appliquent à l'Assemblée du Fonds de 1992.
- 1.8 L'article 5 du Règlement intérieur de l'Assemblée du Fonds de 1992 est complété par les Directives sur les relations du Fonds de 1992 avec les organisations intergouvernementales et les organisations internationales non gouvernementales reproduites à l'annexe. Au fil des années, l'Assemblée du Fonds de 1992 a accordé le statut d'observateur à un certain nombre de ces organisations. En mai 2004, au cours de son examen des préparatifs liés à l'entrée en vigueur du Protocole portant création du Fonds complémentaire, l'Assemblée du Fonds de 1992 a fait sienne la proposition de l'Administrateur selon laquelle les organisations intergouvernementales et les organisations internationales non gouvernementales qui se sont vu accorder le statut d'observateur à l'égard du Fonds de 1992 devraient obtenir automatiquement le statut d'observateur auprès du Fonds complémentaire à moins que l'Assemblée de ce dernier n'en décide autrement en ce qui concerne une organisation particulière (document 92FUND/A/ES.8/4, paragraphe 3.2.4). Si cette

proposition était acceptée par l'Assemblée du Fonds complémentaire, il n'y aurait pas besoin de directives sur le Fonds complémentaire.

2 Mesures que l'Assemblée est invitée à prendre

L'Assemblée est invitée à décider des questions suivantes:

- a) les organisations intergouvernementales et les organisations internationales non gouvernementales qu'il y a lieu d'inviter à se faire représenter en qualité d'observateurs aux sessions de l'Assemblée; et
- b) la nécessité de directives sur les relations du Fonds complémentaire avec ces organisations.

* * *

**DIRECTIVES SUR LES RELATIONS
DU FONDS INTERNATIONAL D'INDEMNISATION DE 1992 (FONDS DE 1992)
AVEC LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES**

A Organisations intergouvernementales

- 1 Le Fonds international d'indemnisation de 1971 pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures sera invité à se faire représenter à toutes les réunions de l'Assemblée et pourra être invité, selon qu'il sera approprié, à se faire représenter aux réunions des organes subsidiaires qui pourront être créés.
- 2 L'Organisation des Nations Unies, l'Organisation maritime internationale et toute autre institution spécialisée des Nations Unies avec laquelle le Fonds de 1992 a des intérêts communs seront invitées à se faire représenter par des observateurs à toutes les réunions de l'Assemblée, et pourront être invitées, selon qu'il sera approprié, aux réunions des organes subsidiaires.
- 3 L'Assemblée examinera toute demande de représentation par des observateurs qui sera formulée par d'autres organisations intergouvernementales ayant des objectifs et des activités apparentés à ceux du Fonds de 1992 ou s'intéressant à ses travaux. L'Administrateur pourra, sous réserve de confirmation par l'Assemblée, inviter toute organisation qui en fera la demande à assister à une session de l'Assemblée ou à une autre réunion. L'Assemblée pourra décider que l'organisation considérée sera invitée à participer soit à une réunion ou une session déterminée, soit à toutes les réunions ou sessions.
- 4 Un accord de coopération pourra être conclu, avec l'approbation de l'Assemblée, entre le Fonds de 1992 et toute organisation intergouvernementale si tel est l'intérêt commun des deux organisations. L'accord peut prévoir, sur une base réciproque s'il y a lieu, l'autorisation de participer aux réunions en qualité d'observateur, l'échange de renseignements, l'examen de propositions sur l'inscription de certaines questions à l'ordre du jour, la consultation en matière de programmes et d'activités communes et d'autres formes de coopération pratique.

B Organisations internationales non gouvernementales

- 1 L'Assemblée pourra accorder le statut d'observateur à une organisation internationale non gouvernementale, si cette dernière en fait la demande, à condition:
 - a) que l'organisation intéressée ait une vocation internationale véritable et que ses objectifs soient conformes à ceux du Fonds de 1992;
 - b) que ses objectifs, ses attributions ou ses activités portent sur des domaines apparentés à ceux dont s'occupe le Fonds de 1992 ou qui intéressent le Fonds de 1992, notamment pour ce qui est des questions de pollution et d'environnement, des affaires et du trafic maritimes, de l'assurance maritime, de la production ou du transport d'hydrocarbures, ou de questions pertinentes de droit international; et
 - c) qu'elle puisse contribuer aux travaux du Fonds de 1992, soit par exemple en lui communiquant des renseignements spécialisés ou en le faisant bénéficier de ses conseils ou de ses connaissances particulières, soit en lui indiquant des experts ou des consultants, en l'aidant à obtenir leurs services ou en apportant une assistance technique par tout autre moyen, soit en mettant à sa disposition des moyens de recherche.
- 2 Le statut d'observateur peut être accordé à titre temporaire pour une période ne dépassant normalement pas trois ans.

- 3 Le statut d'observateur sera retiré si l'Assemblée estime que, pour le Fonds de 1992, il n'y a plus intérêt à le continuer ou au cas où surgirait ou risquerait de surgir un conflit d'intérêt entre les activités du Fonds de 1992 et celles de l'organisation visée.
 - 4 L'Assemblée reverra tous les trois ans la liste des organisations internationales non gouvernementales ayant le statut d'observateur afin de déterminer si le maintien de telle ou telle organisation dans ce statut représente un intérêt commun.
-